

**André Mach, Baptiste Antoniazza
et Michael A. Strebel**

6. De la domination patricienne aux bastions de la gauche : les mutations des rapports de force politiques

« La politique des villes de gauche est la politique des parasites. Ils sont les champions du monde pour accaparer et dépenser l'argent que d'autres ont gagné. Ils défendent les parasites sociaux, et non les Suisses qui travaillent toute leur vie pour faire la prospérité et la liberté de notre pays. »

Marco Chiesa, président de l'UDC suisse, Discours du
1^{er} août 2021

« Si les partis bourgeois veulent proposer une alternative moderne de politique urbaine au modèle dominant gauche-vert pour les métropoles suisses, ils doivent changer leur façon de penser. »

Avenir Suisse, *20 Jahre Schweizer Stadtpolitik. Eine Bilanz aus liberaler Perspektive*, 2018 (notre traduction).

Dans des styles très différents, la droite conservatrice et la droite libérale, incarnées ici par l'Union démocratique du centre (UDC) et Avenir

Suisse, s'inquiètent et déplorent la domination des coalitions gauche-verte qui gouvernent toutes les grandes villes suisses depuis le milieu des années 1990. Comment la domination patricienne du XIX^e siècle a-t-elle été supplantée par de telles majorités de gauche au XXI^e siècle?

Les rapports de force politiques à l'échelon des grandes villes ne sont pas les mêmes qu'au niveau national, où ils sont toujours restés favorables aux partis bourgeois, tout comme, à quelques rares exceptions, au niveau cantonal. Le basculement observé dans les années 1990 n'est pourtant pas un phénomène purement contemporain. Dès le début du XX^e siècle, les grandes villes deviennent des bastions de la gauche, qui y obtient ses meilleurs résultats électoraux et où se concentrent ses membres et son électorat. Ce chapitre analyse la conquête des villes par la gauche politique durant deux périodes distinctes. L'une se situe durant la première moitié du XX^e siècle et voit de nouvelles élites politiques, principalement issues du mouvement ouvrier, être à l'origine des expériences du socialisme municipal. L'autre se déroule vers la fin du XX^e siècle, une génération après l'essor des nouveaux mouvements sociaux des années 1970, lorsqu'une nouvelle gauche urbaine conquiert de nouvelles majorités. Après une première partie qui revient sur la formation des principales forces politiques dans les trois villes de Bâle, Genève et Zurich à la fin du XIX^e siècle, la deuxième partie présente les deux périodes de domination de la gauche, alors que la troisième partie met la lumière sur les changements du profil sociologique des acteurs et des actrices politiques.

Les partis comme expression politique des classes sociales urbaines

Les partis politiques suisses se structurent et se formalisent tardivement à l'échelon national selon différents courants idéologiques et clivages sociaux. Autour de 1900, les partis restent encore très peu structurés et cohésifs sur le plan national et c'est bien au niveau cantonal que se trouve leur véritable centre de gravité¹. Cette

¹ GRUNER Erich, *Die Parteien in der Schweiz*, Berne, Francke, 1977.

formalisation tardive à l'échelon fédéral est cependant précédée par différentes initiatives et impulsions à l'échelon local. Dans le contexte *urbain et protestant*, les rapports de force politiques suivent des logiques et des configurations assez similaires (voir **Tableau 6.1**). En effet, les trois villes sont marquées durant le XIX^e siècle par un fort antagonisme entre les familles patriciennes, intéressées à préserver leurs privilèges politiques, et les nouvelles bourgeoisies locales favorables à une démocratisation des institutions politiques. Par la suite, à partir de la fin du XIX^e, la principale confrontation oppose les forces bourgeoises unifiées aux organisations et partis issus d'un mouvement ouvrier alors en plein essor, après le boom démographique des villes, qui accueillent de plus en plus d'ouvrier/ouvrières actif/actives dans les secteurs industriels. Alors que dans un premier temps le mouvement ouvrier est représenté par un ensemble hétéroclite d'organisations qui cumulent des fonctions politiques et syndicales, à l'image de la Société du Grütli fondée en 1838 à Genève ou d'unions ouvrières locales, la fin du XIX^e siècle voit la création de sections socialistes cantonales qui prennent exclusivement en charge la représentation et la défense des intérêts du mouvement ouvrier.

À Bâle et à Genève, les radicaux et les libéraux-conservateurs s'opposent depuis la seconde moitié du XIX^e siècle. Si les libéraux-conservateurs représentent les intérêts des familles patriciennes et, après avoir adopté plusieurs dénominations, prennent plus tard le nom de Parti libéral, les radicaux, quant à eux, représentent les intérêts de la nouvelle bourgeoisie artisanale et commerciale. Ce sont eux qui parviennent à imposer de nouvelles constitutions conduisant à une démocratisation du régime politique. Enfin, à la fin du XIX^e siècle, les sections cantonales des partis socialistes voient formellement le jour et s'affirment sur le plan électoral grâce à l'introduction du système proportionnel. Les milieux ouvriers s'émancipent également du Parti radical, dont l'aile gauche était souvent proche de certaines revendications ouvrières. Les classes populaires sont désormais représentées par un parti qui revendique la défense de leurs intérêts.

Tableau 6.1 – Principales forces politiques et réformes institutionnelles importantes avant 1914

	Nouvelle Constitution cantonale	Introduction du système proportionnel	Parti(s) du patriciat	Parti de la bourgeoisie émergente	Création de la section cantonale du Parti socialiste suisse
Bâle	1875	1905	Parti libéral	Parti radical	1890
Genève	1847	1892 (canton) 1914 (ville)	Parti démocratique (Parti libéral dès 1958)	Parti radical	1892
Zurich	1831 et 1869	1916 (canton) 1913 (ville)	Parti conservateur Parti libéral (Parti radical dès 1917)	Parti démocratique	1902

Dans le canton de Zurich, les rapports de force sont quelque peu différents. Le pouvoir des familles patriciennes, principalement présentes dans les villes de Zurich et de Winterthour, fait l'objet d'une contestation de plus grande ampleur et de manière plus précoce en raison de la force du « mouvement démocratique » durant la seconde moitié du XIX^e siècle. Ce mouvement, qui débouche sur la création du Parti démocratique, revendique une extension des droits populaires et un plus grand contrôle des collectivités publiques sur l'économie. Il est essentiellement animé par des dirigeants issus de la petite bourgeoisie de la campagne et des villes de taille modeste, qui s'insurgent contre le pouvoir des « barons fédéraux » (*Bundesbaronen*), incarnés par le banquier et homme d'État radical Alfred Escher (1819-1882). En réaction à ce mouvement, le courant libéral-conservateur et le courant radical se rapprochent durant les années 1860 et se regroupent au sein d'un parti qui prend le nom de Parti libéral, affilié aux radicaux au niveau fédéral. Ce conflit entre les élites démocrates de la campagne et les élites radicales des villes structure la vie politique zurichoise durant la deuxième moitié du XIX^e siècle.

Encadré 6.1 – Les rebelles à leur classe : quand des patriciens s'engagent pour la cause ouvrière

Ils sont rares, mais quelques exemples notoires défient le déterminisme sociologique de leur appartenance à une classe sociale privilégiée par leur engagement politique. Pour chaque ville et à des périodes différentes, des individus issus de familles patriciennes se distinguent par leur mobilisation au sein de partis de gauche.

Fils de Johann Georg (1793-1851), lieutenant-colonel et figure du courant conservateur de la ville de Zurich et protagoniste du putsch conservateur de 1839, *Karl Bürkli* (1823-1901) se distingue par un engagement politique aux antipodes de son père et représente une figure importante du mouvement ouvrier zurichois. Il s'engage dans la Société du Grütli et le mouvement démocratique et siège de nombreuses années au Grand Conseil et au Conseil de la Ville de Zurich. Alors que son cousin Arnold (1827-1894), commerçant, préside la Chambre de commerce de Zurich dans les années 1880 et siège au Grand Conseil dans les rangs radicaux, Karl s'engage en faveur des mouvements coopératifs.

« Comment peut-on être socialiste quand on était issu, comme mon père, de familles aisées, propriétaires de leur maison? Je me suis souvent posé la question, dans mon enfance. Je voyais bien que nous étions isolés, seuls de notre espèce. Horribles discussions autour de la table du dimanche aussi bien chez les Wiblé que chez les Oltramare. Mon père était toujours seul de son avis, grands-pères, oncles et tantes lui tenant tête et surtout – ce qui me frappait – exprimant une sorte de mépris pour ses idées. J’entendais des expressions comme “péril rouge”, “peste rouge” ou pire encore “racaille rouge”. Je comprenais parfaitement que nos deux familles nous toléraient, faisaient une exception pour nous, comme elles l’auraient fait si mon père était alcoolique ou infirme. Mais non, il était socialiste. Était-ce pire?»²

Ainsi s’exprime Ariane Schmitt (1918-2005), dans un livre retraçant le parcours de son père, *André Oltramare* (1884-1947). Descendant d’une lignée de professeurs à l’Université de Genève, ce dernier suit une carrière académique comme son père et son grand-père, mais s’engage au début des années 1920 au sein du Parti socialiste, pour lequel il est élu au Conseil d’État genevois (1924-1927) et au Conseil national (1946-1947). Comme l’indique la citation ci-dessus, les discussions familiales devaient être animées, en particulier avec son frère Georges (1896-1960), écrivain et figure majeure de l’extrême droite genevoise dans les années 1930.

Fils de Frank Vischer (1923-2015), professeur de droit, recteur de l’Université de Bâle et administrateur de grandes sociétés pharmaceutiques bâloises, *Daniel Vischer* (1950-2017) s’engage dans les rangs de la contestation étudiante à la fin des années 1960, devient secrétaire politique des Organisations progressistes de Suisse (POCH) et s’engage activement contre la construction de la centrale nucléaire de Kaiseraugst. Avocat, il siège au Grand Conseil zurichois (1983-2003), d’abord dans les rangs des POCH, puis des Verts, et aussi au Conseil national (2003-2015). Contrairement aux deux autres « rebelles », Daniel Vischer quitte sa ville natale pour faire carrière et s’engager politiquement à Zurich. Il n’a ainsi pas eu l’occasion de croiser directement le fer avec son lointain cousin Ueli Vischer (*1951), conseiller d’État libéral de Bâle-Ville (1992-2004).

² SCHMITT Ariane, *André Oltramare (1884-1947). Un précurseur oublié*, Genève, Éditions Suzanne Hurter, 1994.

Les radicaux zurichois représentent ainsi très tôt les intérêts des familles patriciennes, mais ceux-ci sont aussi défendus au sein de la ville de Zurich par une fraction libérale-conservatrice (analogue aux partis libéraux à Bâle et à Genève). Cette formation dite « conservatrice » obtient quelques sièges au sein de l'organe législatif de la ville de Zurich entre 1890 et 1910. Les démocrates, quant à eux, représentent les intérêts de la petite et moyenne bourgeoisie, ainsi que ceux des fonctionnaires, mais aussi des employé·e·s et sont proches du mouvement ouvrier et de la Société du Grütli notamment (comme on l'observe à Genève et à Bâle avec les partis radicaux), ce qui explique sans doute la création assez tardive de la section cantonale du Parti socialiste en 1902.

Même si, à la fin du XIX^e siècle, les familles patriciennes sont encore bien représentées au sein des autorités politiques, principalement sous la couleur des partis libéraux, leur domination est remise en question par la montée en puissance d'autres formations politiques. C'est parmi les élus communaux et cantonaux que la proportion d'élites issues de familles patriciennes est la plus faible dès 1890 (voir **Chapitre 1**). L'essor de la gauche dans les villes suisses à partir du début du XX^e siècle tend à favoriser le rapprochement entre l'ancien patriciat et la bourgeoisie émergente, même si les partis radical et libéral demeurent des formations distinctes jusqu'au début du XXI^e siècle à Genève et encore aujourd'hui à Bâle. Cependant, durant le XX^e siècle, c'est bien le clivage gauche-droite qui structure véritablement la politique, et cela tant au niveau national que dans les grandes villes.

La fin de la domination bourgeoise : « socialisme municipal » et « nouvelle gauche urbaine »

En raison de l'industrialisation et de l'urbanisation, les grandes villes européennes deviennent rapidement des bastions du mouvement ouvrier. Dans des villes anglaises et françaises notamment, la gauche obtient des majorités politiques à la fin du XIX^e siècle déjà, et le phénomène ne tarde pas à se manifester en Suisse. Cependant,

l'apogée du socialisme municipal ne débute qu'après la Première Guerre mondiale, lorsque les formations politiques de gauche deviennent majoritaires dans plusieurs villes européennes, avec quelques exemples célèbres comme «Vienne la rouge» (1918-1934). Au sein de la gauche politique, les débats sur le socialisme municipal sont nourris dès la fin du XIX^e siècle. Accéder au pouvoir au niveau local sans détenir le pouvoir au niveau national peut-il être propice ou préjudiciable à l'objectif de transformer le capitalisme en société socialiste? Dans plusieurs pays européens, le conflit entre les socialistes radicaux et modérés – dans lequel s'invite le débat sur le socialisme municipal – contribue, dans les années 1920, après la Révolution russe, à la scission du mouvement socialiste entre partis communistes et partis socialistes.

À cette même période, les premières expériences de socialisme municipal contribuent au développement des services publics locaux, tels que l'éducation, l'hygiène et les soins médicaux, l'accès au gaz, à l'électricité et à l'eau courante. Elles sont également à l'origine de politiques publiques ciblées destinées à améliorer les conditions de vie des classes populaires, comme le logement social ou la distribution de nourriture et de vêtements. L'objectif général est d'utiliser le niveau local comme levier pour réduire les inégalités sociales dans une société capitaliste. En outre, un réseau transnational de discussion et d'échange d'informations autour des expériences du socialisme municipal émerge également à cette période³.

En Suisse, les débats sur le socialisme municipal sont menés dès 1907 à l'occasion de «journées communales» organisées par le Parti socialiste suisse. Le pasteur et conseiller municipal zurichois Paul Pflüger (1865-1947) y développe plusieurs priorités politiques, dans une optique résolument réformatrice, telles que la construction de logements sociaux, la lutte contre l'insalubrité des habitations ouvrières

³ Voir DOGLIANI Patrizia, «European municipalism in the first half of the twentieth century: The socialist network», *Contemporary European History* 11 (4), 2002, pp. 573-596.

ou la fusion des villes avec leurs communes suburbaines afin de mieux répartir les richesses⁴.

Même si certaines villes industrielles, comme La Chaux-de-Fonds ou Le Locle, sont gouvernées par une majorité de gauche avant la Première Guerre mondiale, c'est surtout durant l'entre-deux-guerres que cette force politique progresse le plus fortement. Au début des années 1930, les effets de la crise économique mondiale, particulièrement ressentis dans les villes, renforcent les partis de gauche⁵, dont les programmes visent à développer la politique sociale (voir **Encadré 6.2**). Grâce à une large mobilisation de l'électorat ouvrier – face à des coalitions étendues de droite, réunissant radicaux, libéraux, catholiques-conservateurs et extrême droite –, les partis socialistes, parfois avec l'appui des communistes avec lesquels ils entretiennent cependant des relations conflictuelles, parviennent à obtenir des majorités gouvernementales à Bâle, à Zurich (majorité déjà acquise au parlement communal depuis 1919), ainsi que dans d'autres villes comme Bienne, Lausanne ou Schaffhouse. Même si la ville de Genève reste gouvernée par la droite, le canton est dirigé par un Conseil d'État à majorité socialiste entre 1933 et 1936, mais qui doit faire face à une majorité parlementaire de droite. L'action du Conseil d'État socialiste est par ailleurs fortement entravée par les difficultés financières résultant de la crise économique et par les conditions restrictives imposées par les banques lors de la souscription d'emprunts, ce qui a sans doute prétérité les chances des socialistes d'obtenir une majorité au niveau de la ville⁶.

⁴ KÄSTLI Tobias, «La Bienne rouge. Théorie et pratique du socialisme communal», in: LANG Karl, HABLÜTZEL Peter, MATTMÜLLER Markus et al. (éd.), *Solidarité, débats, mouvement. Cent ans de Parti socialiste suisse, 1888-1988*, Lausanne, Éditions d'en bas, 1988, pp. 123-152.

⁵ Lors des élections fédérales de 1931, le Parti socialiste devient le premier parti de Suisse avec 29% des suffrages exprimés.

⁶ Voir SPIELMANN Alex, *L'aventure socialiste genevoise, 1930-1936: de l'opposition à l'émeute, de l'émeute au pouvoir, du pouvoir à l'opposition*, Lausanne, Payot, 1981.

Encadré 6.2 – Les réalisations du socialisme municipal à Bâle et à Zurich

Durant l'entre-deux-guerres, à l'exception de Genève, des municipalités à majorité socialiste dirigent les plus grandes villes suisses, dont Bâle (1935-1947), Zurich (1928-1949), mais aussi Lausanne (1934-1937). Ces majorités gouvernementales sont appuyées par des majorités parlementaires entre 1928 et 1938 à Zurich et entre 1938 et 1940 à Bâle. Cette période correspond également à l'irruption de la Grande Dépression. La lutte contre les effets de la crise constitue dès lors une part importante des actions entreprises par les municipalités « rouges », dont les politiques façonnent durablement les villes.

À Bâle et à Zurich, l'action des municipalités socialistes se déploie selon trois axes. Le premier s'inscrit dans une politique de grands travaux afin de combattre le chômage. À Zurich, cela se traduit par des travaux de rénovation et de construction. À Bâle, les travaux sont de plus grande ampleur et permettent notamment l'agrandissement du port de Kleinhüningen. Le deuxième axe concerne le développement de la politique sociale, en mettant sur pied des programmes d'assurance-chômage au niveau des deux villes. Enfin, le troisième axe concerne la politique du logement. À Zurich, dès les années 1920, un soutien très fort aux coopératives d'habitation est développé par le biais de crédits hypothécaires, alors que la municipalité subventionne également la construction de logements sociaux. Cette politique était déjà en vigueur avant que la gauche obtienne une majorité à l'exécutif, sous l'égide notamment des conseillers municipaux Paul Pflüger (1865-1947) et Emil Klöti (1877-1963), futur maire de la ville de 1928 à 1942⁷.

Après des campagnes électorales souvent très disputées, les nouvelles majorités de gauche débouchent fréquemment sur des formes de collaboration avec les milieux économiques durant la période de crise. À Bâle, des projets réunissant de larges majorités politiques voient le jour grâce à des compromis qui conjuguent augmentations d'impôts, mesures d'économie et dépenses sociales. À Zurich, des entreprises privées en difficulté, comme le constructeur de turbines Escher Wyss, reçoivent des aides des pouvoirs publics.

⁷ LINDIG Steffen, « *Der Entscheid fällt an den Urnen* »: Sozialdemokratie und Arbeiter im roten Zürich 1928 bis 1938, Affoltern [a.A.], Eco-Verlag, 1980; STIRNIMANN Charles, *Die ersten Jahre des «Roten Basel» 1935-1938: Zielsetzungen und Handlungsspielräume sozialdemokratischer Regierungspolitik im Spannungsfeld von bürgerlicher Opposition und linker Kritik*, Bâle, Kommissionsverlag F. Reinhardt, 1989.

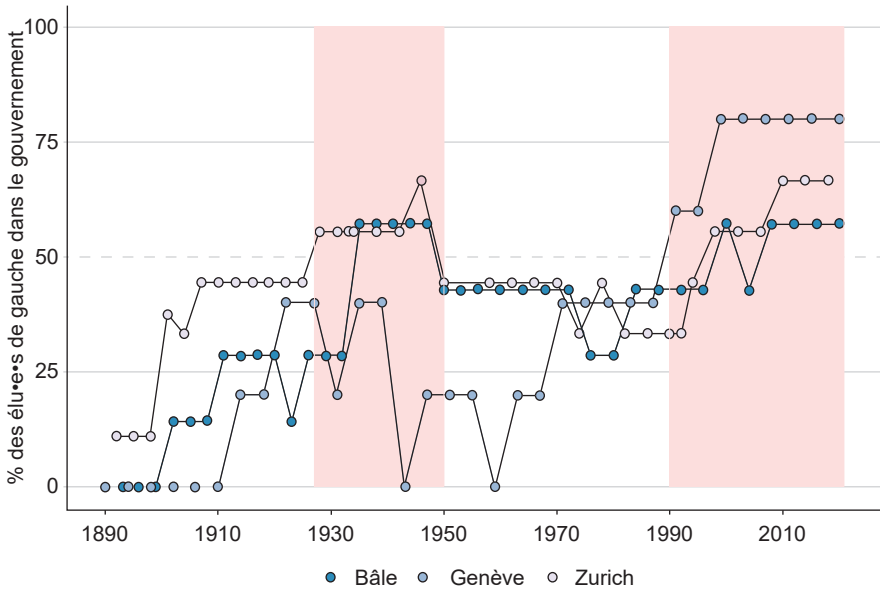
Malgré un boom électoral des différentes sections cantonales du Parti suisse du Travail immédiatement après la Seconde Guerre mondiale, les partis bourgeois parviennent à reprendre la majorité au sein des gouvernements des villes à la fin des années 1940, généralement avec l'appui de partis centristes, comme l'Alliance des indépendants à Zurich ou le Parti démocrate-chrétien à Genève. Durant les années de croissance, les partis de gauche s'affirment malgré tout comme des acteurs incontournables pour gouverner les villes, en tant que partenaires minoritaires de coalitions de centre-droite.

Avec la contestation estudiantine de mai 1968 et l'émergence de « nouveaux mouvements sociaux » (écologistes, féministes, pacifistes, etc.), les années 1970 inaugurent une nouvelle phase de repolitisation du niveau local marquée par l'émergence d'une nouvelle gauche urbaine. Le Parti socialiste intègre dans son programme des revendications sociétales issues de ces mouvements, lesquelles sont en mesure de toucher une nouvelle frange de l'électorat, notamment les classes moyennes salariées⁸. En effet, durant la deuxième moitié du xx^e siècle, la part d'ouvriers dans la population active, qui avait constitué la base électorale du Parti socialiste et de ses alliés durant l'entre-deux-guerres, décline progressivement alors que la structure de l'emploi connaît un fort processus de tertiarisation. Dans les villes, ces nouveaux mouvements sociaux conduisent à de profondes transformations de la gauche politique avec la création de nouveaux partis de la gauche radicale ainsi que l'émergence de partis écologistes qui s'unifient au niveau fédéral en 1983. Par ailleurs, certain-e-s militant-e-s de ces nouveaux mouvements intègrent progressivement les partis de gauche.

Si, durant les années 1930, c'est un électorat ouvrier qui porte la gauche à la tête des villes, cela n'est plus le cas dans les années 1990. La seconde prise de pouvoir durable de la gauche (voir **Graphique 6.1** ci-dessous) s'appuie largement sur les classes moyennes salariées, notamment dans les services publics. Cette nouvelle gauche urbaine, composée du Parti socialiste, des Verts et de la gauche radicale, promeut,

⁸ RENNWALD Line, *Partis socialistes et classe ouvrière: ruptures et continuités du lien électoral en Suisse, en Autriche, en Allemagne, en Grande-Bretagne et en France 1970-2008*, Neuchâtel, Alphil, 2015.

Graphique 6.1 – La gauche dans les exécutifs de Bâle, Genève et Zurich (1890-2020)



Source: Base de données des élites suisses (<<https://elitesuissses.unil.ch>>).

entre autres, la préservation de l’environnement ou l’amélioration de la qualité de vie dans les villes, des sujets qui renouvellent en partie un discours de gauche plus traditionnel axé sur les thématiques de politique sociale. Ces coalitions insufflent un nouveau dynamisme dans le développement des villes. Celles-ci deviennent plus attractives durant la première décennie du XXI^e siècle après plusieurs décennies de suburbanisation des classes moyennes supérieures et de stigmatisation des villes comme «*A-Städte*» concentrant les populations les plus vulnérables (voir **Repère 1**).

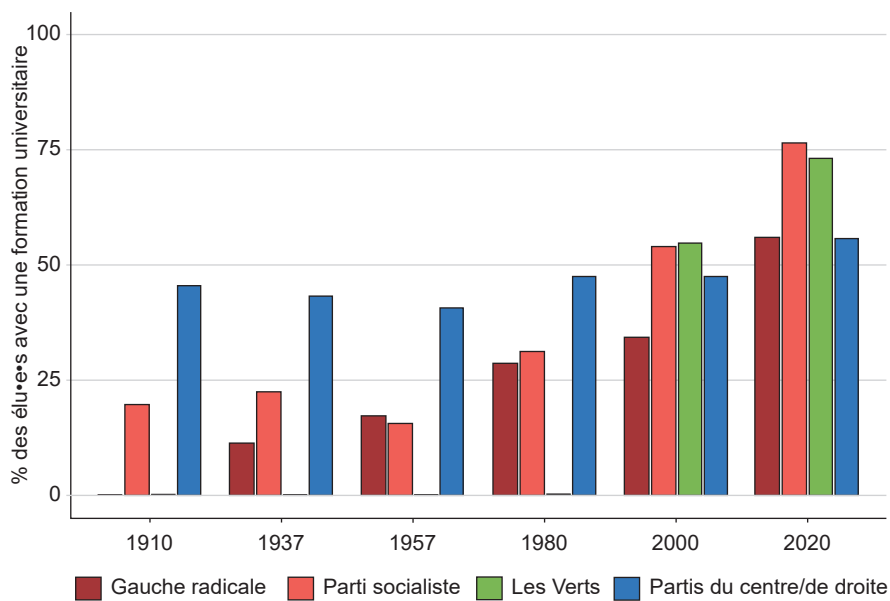
De l'ouvrier manuel à la classe moyenne : le renouveau sociologique de la gauche urbaine

À la fin du XIX^e siècle, le mouvement ouvrier est encore largement exclu des structures de pouvoir urbaines. Cantonnés aux marges de la société bourgeoise des villes dont ils contestent l'autorité en recourant notamment aux grèves, les représentants du Parti socialiste vont progressivement accéder aux parlements et aux gouvernements des villes grâce à l'introduction de systèmes électoraux proportionnels. Cette participation conduit au renouvellement du personnel politique. Les deux périodes de domination de la gauche ne se distinguent pas seulement par des programmes politiques, mais aussi par des différences au niveau du profil et des réseaux des élu·e·s. Pour mettre en lumière ce renouvellement du personnel politique, nous nous focalisons ici sur les organes exécutifs et législatifs des villes de Genève et de Zurich, ainsi que sur ceux du canton de Bâle-Ville.

Si les ouvriers sont les principaux électeurs des partis de gauche au début du XX^e siècle, on retrouve également parmi leurs élus une forte proportion de ce groupe social. En 1910 et en 1937, moins de 25 % des élus de gauche ont accompli une formation universitaire, contre près de 50 % à droite (voir **Graphique 6.2** ci-dessous). À ces deux dates, les élus de gauche sont majoritairement des travailleurs manuels, alors que les élus bourgeois sont pour la plupart des entrepreneurs ou exercent une profession libérale⁹. Un autre aspect révélateur du renouvellement du personnel politique concerne l'âge des élus : en 1910, environ la moitié des socialistes a moins de quarante ans contre plus de cinquante ans pour la majorité des élus de droite. Si l'arrivée de travailleurs manuels représente une innovation importante, il faut cependant souligner que les profils socioprofessionnels des élus socialistes des exécutifs se distinguent de ceux des législatifs, avec une proportion plus importante d'universitaires. Avant leur élection

⁹ Pour plus de détails, voir ANTONIAZZA Baptiste, MACH André et STREBEL Michael A., «The urban left in power: Comparing 'municipal socialists' to the 'new urban left'», *International Journal of Urban and Regional Research* 47(5), 2023, pp. 745-772.

Graphique 6.2 – Proportion d'universitaires parmi les élu·e·s des trois villes, 1910-2020



Source: Base de données des élites suisses (<<https://elitesuisse.unil.ch>>).

à l'exécutif, ces politiciens de gauche ne sont généralement pas des ouvriers, mais plutôt des cadres du secteur public, des enseignants ou des professionnels de la politique, tels que secrétaires syndicaux ou journalistes pour des organes de presse de parti.

Les renversements de majorité politique des années 1930 ont-ils un impact sur les réseaux de pouvoir urbains? Premièrement, les élus de gauche sont – sans surprise – peu multipositionnés dans d'autres lieux de pouvoir, en particulier au sein des entreprises privées. Même en prenant en compte les élus au niveau cantonal, les rares institutions avec une présence socialiste sont des organisations dans lesquelles les autorités publiques ont des liens institutionnels (banques cantonales, organes de surveillance des universités ou sociétés des beaux-arts), raison

pour laquelle les élus de gauche y siègent. S'ils sont peu présents dans ces lieux de pouvoir, les élus de gauche entretiennent néanmoins d'étroites relations avec des organisations du mouvement ouvrier. Durant les années 1930-1950, on compte de nombreux secrétaires syndicaux parmi les élus de gauche des trois villes, élément révélateur de la très forte imbrication entre le Parti socialiste et les syndicats ouvriers.

Deuxièmement, les dirigeants d'entreprises et les membres des comités des Chambres de commerce continuent à représenter les intérêts des milieux économiques au sein des institutions politiques. En 1937, un élu bourgeois sur deux est un entrepreneur ou exerce une profession libérale – principalement le métier d'avocat –, des occupations plus aisément conciliables avec un mandat politique qu'un travail d'ouvrier. Certaines organisations, à l'image des sociétés des beaux-arts, deviennent des lieux de rencontre réunissant les élus de gauche, le plus souvent des membres des exécutifs municipaux et des représentants des élites économiques qui y siègent en qualité de mécènes ou d'« amis des arts » (voir **Chapitre 8**).

Le profil socioprofessionnel des élu·e·s de la nouvelle gauche urbaine de la fin du xx^e siècle diffère assez fondamentalement de celui de l'époque du socialisme municipal. Une première différence importante concerne le niveau de formation (voir **Graphique 6.2**). En effet, en 2000, plus de la moitié des élu·e·s de gauche possède un diplôme universitaire, un taux qui monte à plus de 70 % en 2020, ce qui est supérieur aux taux des élu·e·s bourgeois·e·s et de la population en général (en 2020, le taux d'universitaires oscille entre 50 et 60 % parmi la population active des trois villes). Deuxièmement, la désindustrialisation de l'économie urbaine se reflète dans les professions exercées par les représentant·e·s de la nouvelle gauche urbaine. Les ouvriers des années 1930 sont en quelque sorte remplacés par des enseignant·e·s, des employé·e·s de la santé et du social ou des universitaires. Ces changements de profil sont en partie dus à la diversification de la gauche – avec l'arrivée d'élu·e·s des Verts qui, dès leur apparition dans les années 1970, sont majoritairement issu·e·s des classes moyennes salariées – mais ils sont aussi liés aux transformations de la structure de l'emploi urbain (voir **Repère 1**). De manière plus

générale, depuis les années 1980, les profils des représentant-e-s de la nouvelle gauche urbaine tendent à se rapprocher de ceux des élu-e-s des partis bourgeois : en 2020, presque un quart des élu-e-s de gauche exerce une profession libérale – notamment en tant qu’avocat-e – alors qu’il s’agit d’occupations traditionnellement associées aux partis bourgeois. Finalement, un troisième élément important renvoie à l’accès des femmes à des positions de pouvoir politique, après l’obtention du droit de vote et d’éligibilité au niveau cantonal (en 1960 à Genève, en 1966 à Bâle, et en 1970 à Zurich), et cela en particulier dans les rangs des partis de gauche où elles sont plus fortement représentées qu’à droite. Entre les partis de gauche, certaines différences sont notables : ainsi, en 1980, la gauche radicale compte déjà 30 % de femmes élues, contre seulement 15 % parmi les socialistes, un pourcentage aussi faible qu’à droite. Vingt ans plus tard, les femmes occupent presque un mandat politique sur deux au sein de tous les partis de gauche alors qu’à droite, il ne s’agit que d’un mandat sur quatre et cela même en 2020.

Enfin, ce ne sont pas seulement les profils socioprofessionnels des élu-e-s qui changent, mais aussi leurs liens avec d’autres sphères de pouvoir qui diminuent fortement. La diminution des liens formels concerne surtout les élu-e-s bourgeois-e-s. Alors que jusque dans les années 1980, certains membres des Conseils d’administration des grandes entreprises de la région siégeaient dans les organes politiques communaux et cantonaux, ils n’y sont plus à partir des années 2000. Les élu-e-s de droite, comme leurs homologues de gauche, ne siègent que dans des organisations ayant un lien avec le secteur public et, généralement, en tant que représentant-e-s des autorités. La seule exception concerne les Chambres de commerce qui disposent encore de représentant-e-s dans les organes politiques via des élu-e-s de droite (voir **Chapitre 7**). Cette quasi-disparition des connexions formelles entre les sphères politique et économique ne peut pas être attribuée au changement de majorité au profit de la gauche. En effet, à Genève et à Zurich, ce type de liens a également disparu à l’échelon cantonal, pourtant encore dominé par la droite. Ce déclin s’inscrit aussi dans une dynamique plus générale d’implosion des réseaux de pouvoir locaux formels à partir des années 1990 (voir **Chapitre 2**).



Illustration 6.1 – Affiches électorales du Parti socialiste en 1935 et en 1983 : des priorités différentes.

Sources : Cabinet des Estampes, Bibliothèque nationale suisse ; Archives d'État de Genève, 404 Parti socialiste genevois.

La gauche urbaine entre attractivité économique et cohésion sociale

Après un XIX^e siècle dominé par les familles patriciennes, les autorités politiques sont devenues des bastions des partis de gauche issus du mouvement ouvrier, une première fois durant l'entre-deux-guerres, puis une seconde fois à partir des années 1990. Toutefois, cette prépondérance de la gauche s'est accompagnée d'un profond changement du profil sociologique de ses élu·e·s locaux, marqué par une académisation de ses représentant·e·s qui exercent majoritairement un métier au sein du secteur public. Les premiers basculements des majorités politiques durant l'entre-deux-guerres ont fait suite à des campagnes électorales très conflictuelles ; par la suite, le retour de majorités de centre-droite durant l'après-guerre a

conduit à l'intégration progressive des partis de gauche au sein des autorités communales. Depuis les années 1990, les coalitions de centre-gauche se sont installées de manière durable au pouvoir. Cette situation contraste avec les rapports de force politiques au niveau national et souligne le fort clivage entre villes et campagnes en termes de sensibilité politique. Les grandes villes restent des bastions progressistes au grand désespoir de l'UDC. En tant que plus grand parti de Suisse, fortement ancré dans les milieux paysans et les agglomérations périurbaines, l'ancien parti agrarien peine à s'affirmer dans les grandes villes, malgré une campagne agressive contre la « gauche caviar » citadine, stigmatisant les problèmes d'insécurité et les difficultés financières des grandes villes. Dans un autre registre, Avenir Suisse, le *think tank* libéral des milieux économiques, se plaint aussi amèrement de la domination de la gauche. Ces attaques ne remettent pas en cause pour l'instant la domination de la gauche des grandes villes. Celle-ci a réussi depuis près de trente ans à concilier, d'une part, le renouvellement régulier de la confiance d'une majorité de l'électorat urbain, et, d'autre part, la redynamisation des villes sur les plans démographique, économique et culturel alors qu'elles étaient encore stigmatisées comme « *A-Städte* » à la fin des années 1980. En contribuant à promouvoir l'attractivité des villes dans un contexte de compétition accrue entre centres urbains, la gauche a favorisé le nouveau dynamisme des villes depuis la fin du xx^e siècle. En complément à cette orientation plutôt libérale d'adaptation aux pressions économiques, elle a développé des politiques publiques visant à atténuer les dynamiques inégalitaires au sein des villes à l'ère du capitalisme globalisé et financiarisé¹⁰. En Suisse, les villes ont été relativement peu touchées par la crise financière de 2008 et les politiques d'austérité qui ont suivi. Elles restent des lieux attractifs pour les affaires internationales, tandis que les majorités de gauche continuent d'investir dans les politiques sociales. Les élites de cette nouvelle gauche urbaine semblent avoir réussi à satisfaire les attentes des différentes composantes de l'électorat urbain.

¹⁰ Voir RANCI Constanzo, « Neoliberalism and the European city: Reshaping the competitiveness/social cohesion nexus », in: PINSON Gilles et MOREL JOURNAL Christelle (éd.), *Debating the neoliberal city*, Londres, Routledge, 2019 ; ainsi que PINSON, *La ville néolibérale*, 2020.